

# Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la  
Direction de l'Information et de l'Accueil

---

14 février 2017

---



*Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@hautsdefrance.fr](mailto:Panoramapresse@hautsdefrance.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille



# SOMMAIRE

---

---

## P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(9 articles)

---

---



mardi 14 février 2017

### Un job et ça roule ! (419 mots)

De Notre Correspondante Hélène Hanon À Lille (nord) Dans sa bataille pour desserrer les freins à la ...

Page 7



mardi 14 février 2017

### « Cette voiture va changer ma vie » (348 mots)

de notre correspondante Hélène Hannon À Lille « Je passais autant d'heures à travailler qu'à marche...

Page 8



mardi 14 février 2017

### Le coup de pouce de Pôle emploi (168 mots)

Vous êtes inscrit à Pôle emploi, et vous devez vous rendre à un entretien d'embauche ou passer un concours à trente minutes de chez ...

Page 9



mardi 14 février 2017

### Arjowiggins: deux points de vue s'opposent lors de la cellule de crise d'hier (473 mots)

PAR HERVÉ VAUGHAN saintomer@lavoixdunord.fr LONGUENESSE. Représentants des salariés et élus du territoire se parlent encore...

Page 10



mardi 14 février 2017

### Le tribunal de commerce valide l'offre de reprise du dentellier Noyon (416 mots)

PAR ARIANE DELEPIERRE calais@lavoixdunord.fr CALAIS. La nouvelle entité s'appellera Noyon dentelle. Elle rachètera les étab...

Page 11



mardi 14 février 2017

### Olivier Noyon tire sa révérence (177 mots)

La naissance de la nouvelle entité marque également la fin d'une ère, celle d'Olivier Noyon, à la tête de l'entreprise dent...

Page 12



mardi 14 février 2017

### Emploi: des chiffres encourageants, « mais il ne faut rien lâcher » (362 mots)

par céline rudz boulogne@lavoixdunord.fr BOULONNAIS. 1 Moins de demandeurs d'emploi Au 31 décembre, ils étaient 10297 dans ...

Page 13



mardi 14 février 2017

### Energie renouvelable : Drekan veut donner une seconde vie aux éoliennes (384 mots)

L'énergie éolienne arrive déjà à une première phase de maturité : nombre de parcs en Europ...

Page 14

**Decathlon a franchi la barre des 10 milliards d'euros en 2016**

(572 mots)

Page 15

Decathlon n'a rien perdu de sa capacité à séduire les consommateurs. Les arbres ne montent ...

---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

(1 article)

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

**Budget de la MEL: voici où iront les millions investis en 2017...**

(287 mots)

Page 17

PAR PATRICK SEGHI metro@lavoixdunord.fr LILLE. Une lettre à la poste. Le vote du budget est par principe un exercice politi...

---

**VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...**

(3 articles)

**L'AISNE**  
NOUVELLE

mardi 14 février 2017

**Passerelle: la destruction recommandée par les experts**

(572 mots)

Page 19

Les résultats étaient attendus pour la première quinzaine de février. Ils sont arrivés la semaine dernière. Suite à l'annon...

**L'AISNE**  
NOUVELLE

mardi 14 février 2017

**Chronologie** (158 mots)

En novembre 2014, lors d'une rencontre entre la municipalité et la SNCF Réseau, cette dernière évoque d'importantes dégrada...

Page 20

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

**L'ambassadeur de Grande-Bretagne en visite aujourd'hui à Calais** (630 mots)

CALAIS. -Il est reproché à la Grande-Bretagne de n'avoir pas respecté ses engagements en matière d'accueil de migrants mine...

Page 21

---

**VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...**

(1 article)

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

**Une borne de recharge pour les véhicules électriques** (399 mots)

PETITE-FORÊT. Plusieurs actions concrètes sont déjà menées pour limiter les rejets de gaz à effet de serre, avec l'acquisit...

Page 23

---

---

## VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(1 article)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

### Entreprendre et travailler en 2020: une journée pour comprendre (350 mots)

PAR HERVÉ VAUGHAN saintomer @lavoixdunord.fr AUDOMAROIS 1Le constat Il est dressé par Laurent Denis, maire d'Éperlecques et...

Page 25

---

---

## VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(5 articles)

---

---

**Nord Littoral**  
Le journal de la Côte d'Opale

mardi 14 février 2017

### Le stade couvert rouvre ses portes le 17 avril (333 mots)

C'est une grande nouvelle pour tous les Liéviinois qui étaient dans les starting-blocks... et pour le premier édile, Laurent...

Page 27

**Nord Littoral**  
Le journal de la Côte d'Opale

mardi 14 février 2017

### 3 kilomètres de fissures «colmatées»! (187 mots)

3 kilomètres de fissures «colmatées»! Si l'Arena stade couvert régional de Liévin, c'est, depuis son ouverture en 1986, des...

Page 28

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

### Pourquoi Fleurbaix j'y cours atteindra les 4 000 coureurs le 5 mars (465 mots)

par anne-charlotte pannier armentieres@lavoixdunord.fr Fleurbaix. 1Une course qui a fait ses preuves Fleurbaix j'y cours or...

Page 29

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

### Le label national menacé (203 mots)

Alors que le Jogging des fraises de Verlinghem vient de perdre le label national, Fleurbaix j'y cours le conserve cette ann...

Page 30

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

### La sécurité en chiffres (71 mots)

45 le nombre de barrières installées pour sécuriser la course, soit le double de l'an dernier. 36 voitures serviront de bar...

Page 31

---

---

## VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(2 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

mardi 14 février 2017

### Migrants: la justice ordonne à la Ville de libérer l'accès au Secours catholique (523 mots)

PAR BRUNO MALLET calais@lavoixdunord.fr LILLE. La semaine dernière, le Secours catholique avait installé sur son terrain de...

Page 33

**«Une autre procédure est en cours»** (298 mots)Didier Degrémont, président du Secours catholique du Pas-de-Calais:  
«L'ordonnance de la juge souligne l'extrême gravité de ...

Page 34

---

---

**CARNET**

(1 article)

**Jean-Philippe Vennin a pris ses fonctions de nouveau sous-préfet** (328 mots)

Boulogne-sur-Mer. C'est une tradition: la première sortie officielle du nouveau sous-préfet se déroule devant le Monument a...

Page 36

---

---

**POLITIQUE RÉGIONALE**

(2 articles)

**René Dosière tire sa révérence** (936 mots)

Lorsque la nouvelle est tombée hier à la mi-journée, le landerneau politique local, y croyait à peine. Député de la première...

Page 38

**Il y a Macron et les autres** (380 mots)

Pour l'heure, à un peu moins de 60 jours du 1er tour de la Présidentielle, René Dosière sait pour qui il ne votera pas. Par...

Page 40

---

---

**POLITIQUE NATIONALE**

(3 articles)

**Hamon s'attaque à la dure tâche du rassemblement** (548 mots)

Depuis sa victoire à la primaire socialiste il y a deux semaines, Benoît H...

Page 42

**Aubry vit la présidentielle par procuration** (805 mots)

Le fantôme du quinquennat revient hanter la scène politique. Toujours en convalescence à Lille, après une opération du dos,...

Page 43

**Le candidat du PS dévoile son équipe** (169 mots)

Investi il y a une semaine, Benoît Hamon a présenté, samedi 11 février, son équipe, dont sept porte-parole. Parmi eux, deux...

Page 45

---

P - EMPLOI ET  
DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

---

## Un job et ça roule !

**Mobilité Les Hauts-de-France lancent un nouveau dispositif. La région loue pour 2 € par jour une voiture à des chômeurs qui retrouvent un travail pour leur permettre de s'y rendre.**

**D**e Notre Correspondante Hélène Hanon À Lille (nord)

Dans sa bataille pour desserrer les freins à la reprise d'emploi, Xavier Bertrand, le président LR des Hauts-de-France depuis un an, vient de lancer « En route pour l'emploi »\*. Ce dispositif permet aux personnes qui viennent de trouver un travail, mais qui n'ont pas de voiture pour s'y rendre, d'en louer une au conseil régional pour 2 € par jour, assurance comprise.

« J'ai eu cette idée lorsque j'étais maire de Saint-Quentin (Aisne), explique Xavier Bertrand. Un habitant m'a dit qu'il ne pouvait pas travailler, car il n'avait pas de voiture. Lorsque j'ai été élu à la région, je me suis aperçu qu'il y avait une centaine de voitures en trop, j'ai décidé d'en vendre 60 et d'en garder 40 pour lancer ce dispositif. »

Les bénéficiaires doivent être inscrits à Pôle emploi et avoir passé un entretien avec un référent Proch'Emploi, la plate-forme régionale qui met en

relation directe employeurs et demandeurs d'emploi. Ils doivent avoir retrouvé un poste dans les Hauts-de-France avec un salaire brut n'excédant pas 1 800 € et ne pas posséder de véhicule personnel. La voiture de la région leur est prêtée uniquement durant leur période d'essai. Car ils sont censés pouvoir acquérir leur propre véhicule une fois qu'ils sont définitivement embauchés.

### Bientôt une aide pour le permis ?

Pour la région, l'opération ne nous coûte rien. Les gens paient leur essence et s'engagent à payer la franchise en cas d'accident responsable. Pour l'instant, trois salariés profitent du dispositif qui devrait s'inscrire dans la durée : « Nous avons déjà une vingtaine de demandes à l'étude alors que Pôle emploi, partenaire de l'opération, ne nous a pas encore transmis les demandes qu'ils ont. Ce qui prouve que ça répond à un besoin. Les 40 voitures ne suffiront sans doute pas, il en faudrait une

centaine, nous allons acquérir des petites citadines. Nous avons déjà pris contact avec quelques concessionnaires. »

Après la voiture, la région s'intéresse maintenant au permis de conduire : « Nous faisons actuellement le bilan des initiatives qui sont prises dans les Hauts-de-France et je m'aperçois que, s'il y en a beaucoup, elles sont rarement complètes, assure Xavier Bertrand. Si on offre le Code à une personne, qu'en fera-t-elle si on ne lui propose pas la conduite ? Il faut proposer des solutions complètes pour la recherche d'emploi, c'est ce que nous ferons bientôt pour le permis. » ■

Lille (Nord), hier. Catherinelou pour 2€ par jourcette voiture du conseil régional des Hauts-de-Francele temps de sa période d'essai.

\* Informations au : 0.800.026.080, numéro gratuit.



## « Cette voiture va changer ma vie »

### Catherine, 53 ans, auxiliaire de vie à domicile dans les Flandres

**D**e notre correspondante  
Hélène Hannon À Lille

« Je passais autant d'heures à travailler qu'à marcher à travers champs », raconte Catherine Van Zinnen, troisième bénéficiaire du dispositif En route pour l'emploi. A 53 ans, cette maman de quatre enfants a reçu hier matin les clés d'une petite citadine grise, une dizaine de jours après en avoir fait la demande. Un véhicule qui va lui faciliter le quotidien.

« Cette voiture va changer ma vie ! se réjouit-elle. Je viens de décrocher un CDI d'auxiliaire de vie à domicile auprès des personnes âgées mais sans voiture je devais refuser des patients car je passais trop de temps en déplacement. Il y a très peu de bus dans la

campagne du Mélandois (NDLR : situé au sud-est de Lille) où j'exerce, je suis obligée de marcher beaucoup. »

Depuis son domicile de Vendeville, au cœur des Flandres, Catherine sillonne les routes à pied depuis début janvier pour rejoindre les villages où vivent les personnes dont elle s'occupe. Elle n'a pas les moyens de s'acheter un véhicule, ni de contracter un prêt sans mettre son budget familial en péril.

« Jusqu'à présent, je n'ai pu prendre qu'un mi-temps parce que sans voiture, je n'y arrivais pas. Maintenant, je vais pouvoir travailler à plein-temps. Je pense qu'avec le travail qui m'attend je ferai à peu près 35 km par jour. Ça me permettra aussi de mieux travailler car je vais pouvoir passer

plus de temps avec les personnes dont je m'occupe. Je serai moins fatiguée aussi, j'arriverai dans de meilleures conditions qu'après avoir marché plusieurs kilomètres à travers champs dans un froid glacial. Et puis, au plan personnel, tout ce temps gagné c'est aussi une très bonne nouvelle pour ma famille : je serai plus disponible. Notamment pour ma benjamine qui n'a que 10 ans. »

Catherine va pouvoir garder le véhicule jusqu'à la fin de sa période d'essai, début mars. « Pendant ces deux mois, je vais me renseigner sur les crédits possibles pour acheter mon propre véhicule. Car j'espère bien être définitivement embauchée », sourit-elle avant de se mettre fièrement au volant. ■



## Le coup de pouce de Pôle emploi

**V**ous êtes inscrit à Pôle emploi, et vous devez vous rendre à un entretien d'embauche ou passer un concours à trente minutes de chez vous mais vous n'avez pas de moyen de transport ? Vous entamez une formation ou un nouvel emploi (en CDD ou en CDI) mais vous ne savez pas comment vous y rendre ? Pôle emploi peut vous proposer une « aide à la

mobilité ». Si votre projet est validé par votre conseiller, vous pourrez percevoir 1 200 € pour passer votre permis de conduire. Vos déplacements peuvent aussi être pris en charge à hauteur de 0,20 €/km. Condition première, si vous percevez l'aide au retour à l'emploi, votre indemnité journalière ne doit pas excéder 28,67 €. Quant à la distance aller-

retour à partir de votre domicile, elle ne peut dépasser 60 km ou deux heures. Il est aussi possible d'obtenir des billets de train auprès de son conseiller. Pour l'heure, Pôle emploi ne fournit pas de chiffres sur le recours à ces aides. ■

*par D.r.*



## Arjowiggins: deux points de vue s'opposent lors de la cellule de crise d'hier

**P**AR HERVÉ VAUGHAN  
saintomer@lavoixdunord.fr  
LONGUENESSE. Représentants des salariés et élus du territoire se parlent encore, mais se comprennent-ils toujours? La question se pose au lendemain de la nouvelle cellule de crise qui a réuni tous les acteurs du dossier Arjowiggins, hier après-midi à la CAPSO. D'un côté la CGT qui campe sur ses positions. Franck Sailliot, son leader, est arrivé à la réunion avec les pétitions signées par les élus locaux en 2014. Pétitions qui réclament la préemption du site «s'il existe un projet de reprise.» «Nous y sommes», indique Franck Sailliot qui ajoute avant d'entrer dans la salle: «Nous allons remettre un coup de pression sur les élus». Après deux heures de réunion, le ton n'a pas changé. Franck Sailliot annonce une action «dans les prochains jours» et appelle les militants

à s'inviter dans les conseils municipaux pour «mettre les élus face à leur responsabilité pour exproprier Sequana». De l'autre côté de la table, les élus, François Decoster et Bertrand Petit en tête, appellent, eux, à la «sérénité». «Depuis notre dernière prise de parole (et l'annonce d'un projet de reprise partielle du site, notre édition du 28 janvier), nous avons eu l'accord d'Arjowiggins. Cet industriel qui a décidé d'arrêter son activité sur le site de Wizernes est d'accord pour entamer des discussions avec l'industriel européen et son partenaire local qui sont intéressés, eux, par une reprise partielle», indiquent d'une même voix le président de la CAPSO et le premier vice-président en charge de l'économie. François Decoster et Bertrand Petit rejettent également la solution de l'expropriation: «Le dialogue qui va s'instaurer, prochainement entre in-

dustriels est, de notre point de vue, le chemin le plus rapide pour que la production reprenne sur le site de Wizernes et qu'on y maintienne une activité industrielle, ce qui est notre but depuis le début.» Enfin, pour appuyer leurs dires, les deux élus indiquent: «C'est la première fois que le site de Wizernes est le premier choix parmi d'autres sites». Ils évoquent également une rencontre entre toutes les parties prenantes en décembre 2016, au conseil régional. Et Bertrand Petit d'enfoncer le clou: «Le jour où nous aurons un projet ficelé à présenter à l'État, ce jour-là, l'État tordra le bras au groupe Sequana pour qu'il vende son site.» Peu loquace à sa sortie de réunion, le sous-préfet a glissé: «Les projets industriels ne se dévoilent pas à la presse, ils se travaillent dans les bureaux». ■



## Le tribunal de commerce valide l'offre de reprise du dentellier Noyon

PAR ARIANE DELEPIERRE  
calais@lavoixdunord.fr CALAIS. La nouvelle entité s'appellera Noyon dentelle. Elle rachètera les établissements Lucien-Noyon, qui seront liquidés, pour la somme de 200 000 €. Henri-Philippe Durllet, en place chez Noyon depuis une dizaine d'années, sera à la tête de la nouvelle entreprise. Ce dernier avait créé la société SDCN (pour Société dentelle Calais Noyon), forte d'un capital de départ d'1,5 million d'euros (dont un million d'euros est apporté par le conseil régional des Hauts-de-France), afin de présenter son offre au tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer, en janvier. Les 500000euros restants seront apportés par SDCN (à hauteur de 10%), PBO, la maison-mère détenue par l'actuel PDG Olivier Noyon (à hau-

teur de 10%), les partenaires de Noyon que sont MAS Holdings (partenaire industriel au Sri Lanka, 20%), La Perla (un client italien important, 20%), Van de Velde (un industriel belge coté en bourse, 20%) ainsi qu'Etam (20%) qui deviennent actionnaires de la nouvelle société, et enfin les salariés qui le souhaitaient, pour qui 10% du capital de SDCN ont été ouverts. Selon nos informations, près de 80 auraient accepté de prendre part financièrement au projet. Point majeur et réconfortant, le projet de reprise permet de conserver les 170 salariés qui restent dans l'entreprise. Jeudi dernier, à la sortie du tribunal de commerce, les porteurs du projet de reprise étaient plutôt confiants quant à la décision de l'instance. De même que les représentants du personnel. «C'est une

bonne nouvelle, je m'en doutais un peu, j'avais bon espoir. L'essentiel, c'est le maintien de l'emploi. Les 170 salariés restent. C'est ce point qui a fait pencher les juges en faveur du projet. Un autre repreneur n'aurait pas pu faire une offre aussi bonne en termes de préservation de l'emploi, estime Marc Picout, représentant des salariés et responsable CGT. Pour nous, salariés, rien ne va changer. Nous travaillons avec M. Durllet depuis dix ans. On a l'habitude. Ça se passe bien. Et avoir des gros clients comme La Perla, Van de Velde et Etam dans le capital, c'est la garantie d'avoir du travail». Nous n'avons pas réussi à joindre la direction de Noyon, hier. ■



## Olivier Noyon tire sa révérence

La naissance de la nouvelle entité marque également la fin d'une ère, celle d'Olivier Noyon, à la tête de l'entreprise dentellière familiale, fondée par Lucien Noyon en 1919. Mercredi, il passera officiellement la main à Henri-Philippe Durllet qui prendra les rênes de la nouvelle société.

### Administrateur de Noyon Dentelle

Olivier Noyon avait été nommé en janvier 1998, au poste de président-directeur du groupe Noyon. «C'est la fin de Lucien Noyon, mais le début d'une nouvelle aventure», confiait Olivier Noyon à l'issue de l'audience devant le tribunal de commerce, en janvier. «Cette liquidation s'imposait

dans la mesure où la société a accumulé beaucoup de dettes, et que l'alternative d'un nouveau plan de continuation n'était pas juridiquement possible, ni financièrement. Il fallait passer par une nouvelle structure.» Olivier Noyon gardera tout de même un œil sur les activités de la nouvelle société Noyon dentelle en occupant le poste d'administrateur. ■



## Emploi: des chiffres encourageants, « mais il ne faut rien lâcher »

Par Céline Rudz boulogne@lavoixdunord.fr  
BOULONNAIS. 1 Moins de demandeurs d'emploi Au 31 décembre, ils étaient 10297 dans le Boulonnais, soit une baisse de 6,1 % (catégorie A, qui concerne les personnes n'exerçant aucune activité); 16368 (-2,4 %) pour l'ensemble des catégories. Le taux de chômage, lui, reste entre 13,5 et 14%. «La situation s'est stabilisée, commente Christophe Aubé, directeur de Pôle emploi à Saint-Martin. La reprise est indéniable.» Le bassin de Boulogne a ainsi enregistré 2934 retours à l'emploi au 3e trimestre, soit une hausse de 7,8 % en un an. «On est sur des contrats d'un mois et plus, pas sur des missions

d'intérim. Ça nous encourage, car ça veut dire qu'on colle aux besoins du territoire. Et la conjoncture en France nous tire vers le haut.» 2 Qui en a bénéficié ? «Toutes les catégories, se réjouit Christophe Aubé. Hommes, femmes, jeunes, seniors, demandeurs d'emploi de longue durée... C'est la première fois depuis quatre ans que tous les indicateurs sont au vert. On a fait beaucoup de choses pour les jeunes, et on voit que les parcours de formation portent leurs fruits.» 3 Les priorités « On doit consolider nos actions autour des 4000 demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an) et des jeunes. Il ne faut rien lâcher.» Des actions vont également être menées en direction

des seniors: «Faisons le pari de la maturité et de l'expérience, pourquoi pas à travers un forum spécifique». L'approche compétence va également être développée, pour «sortir du schéma diplôme/expérience». Pôle emploi se repositionne également autour de la «révolution digitale : avec le numérique, on va plus vite; avec le conseiller, on va plus loin». 4 Les projets de recrutement Il y en a 3094 dans le Boulonnais. Sont surtout recherchés des professionnels de l'animation socio-culturelle, des assistantes maternelles, des agents d'entretien, des serveurs et des ouvriers. ■



## Energie renouvelable : Drekan veut donner une seconde vie aux éoliennes

L'entreprise veut implanter un site de remise à neuf d'éoliennes.

L'énergie éolienne arrive déjà à une première phase de maturité : nombre de parcs en Europe du Nord commencent à voir leurs machines remplacées par de plus puissantes. Autant d'équipements qui peuvent avoir une deuxième vie, selon Thibaut George, dirigeant du groupe Drekan. Spécialiste en maintenance et reconditionnement de machines tournantes, Drekan réalise déjà un chiffre d'affaires de 10 millions d'euros avec 60 salariés. Actuellement basé en Haute-Savoie, il compte déployer son savoir-faire dans l'univers des éoliennes à travers un projet localisé dans le Nord. Il vient d'ouvrir son capital au nouveau fonds d'investissement Cap3RI lancé par la région Hauts-de-France, à hauteur de 1,5 million d'euros. C'est la première participation de ce fonds, appelé, sur le territoire régional, à entrer de manière minoritaire dans des entreprises relevant de l'univers de la troisième révolution industrielle.

Une opération complémentaire doit être finalisée avec un deuxième fonds, portant la levée totale à 4 millions d'euros.

### Transport par voie fluviale

Drekan compte investir 6 millions d'euros sur plusieurs années dans un nouveau site en bord de canal, capable d'accueillir ces éoliennes par voie fluviale pour les remettre à neuf et les commercialiser sur un marché secondaire, avec des composants neufs et une nouvelle période de garantie. Ces éoliennes seraient vendues à moitié prix du neuf, soit une moyenne de 600.000 euros l'unité. Thibaut George estime le potentiel important, à la fois en direction des zones au gisement éolien moyen, mais aussi des pays à moindre pouvoir d'achat. Le site, de 2 à 3 hectares, sera aussi capable d'accueillir de

grosses machines industrielles, dans le métier historique de Drekan.



Le projet devrait être engagé courant 2017. Il s'accompagnera de la création d'au moins une soixantaine de postes. Le dirigeant s'est fixé un objectif tant en développement interne que par acquisition de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont la moitié dans l'éolien. Natif de Lille, il a décidé de rapatrier son siège social dans les Hauts-de-France.

Correspondant à Lille ■

*par Olivier Ducuing*



## Decathlon a franchi la barre des 10 milliards d'euros en 2016

Le géant du sport fondé en 1976 continue de croître rapidement en dépit de sa taille.

### Decathlon n'a rien perdu de sa capacité à séduire les consommateurs.

Les arbres ne montent pas au ciel, dit l'adage, pas plus que la barre au-dessus de laquelle s'envolent les perchistes. Mais pour Decathlon, le premier groupe intégré de distribution d'articles de sport au monde, la croissance paraît n'avoir pas de limite. L'enseigne détenue par l'Association familiale Mulliez, et créée en 1976 par Michel Leclercq, un cousin de Gérard Mulliez, fondateur d'Auchan, a ainsi dignement célébré son 40e anniversaire en franchissant allégrement la barre des 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires (hors taxes) en 2016. Et si l'entreprise n'aime guère communiquer sur ses chiffres (au point d'avoir annulé à la dernière minute une conférence de presse prévue ce mardi sans explication et sans autre possibilité d'échanger avec ses dirigeants), elle n'a par contre rien perdu de sa capacité à séduire les consommateurs.

### Un développement international au rythme effréné

Le distributeur, qui en 2010 affichait un chiffre d'affaires de 6 milliards, a

ainsi vu ses ventes progresser l'an dernier de 12 %, soit le même niveau de croissance qu'en 2015. Le groupe mène, il est vrai, un développement international au rythme effréné, avec l'an dernier pas moins de cinq nouveaux pays où il a planté son drapeau (soit 28 au total) et 164 nouveaux points de vente (pour 1.176 magasins, franchises incluses). Mais à périmètre comparable la performance est tout aussi solide, avec une croissance de 4,4 % (contre 5 % en 2015).

En France, Decathlon n'est pas en reste. Tout en dominant outrageusement le marché, avec 301 magasins, l'enseigne affiche encore un chiffre d'affaires en hausse de 2,2 % (+1,9 % à périmètre comparable), à 3,3 milliards d'euros. Si cette croissance est moindre que celle du marché global, qui a progressé de 3,5 % selon l'estimation du site spécialisé Sport Guide, son rédacteur en chef Frédéric Tain souligne que cela reste la première ou deuxième plus importante hausse en valeur. Une performance d'autant plus remarquable, ajoute cet expert, que Decathlon s'il bénéficie à plein des marchés porteurs du running et du fitness, et dans une nettement moindre mesure du football, il est en revanche quasiment absent de celui, très dynamique, des sneakers.



Decathlon n'a rien perdu de sa capacité à séduire les consommateurs.

Et l'enseigne a encore des marges de progrès. Son site de vente en ligne, qui a gagné 9,4 % de clients, à 1,7 million, ne représente encore que 4,1 % du chiffre d'affaires en France quand la part de marché d'Internet sur le marché français du sport est de 18 %, estime Sport Guide. Enfin, après le déploiement de son format Essentiel, avec une offre resserrée aux meilleurs prix, Decathlon teste rue du Commerce à Paris son format City pour les centres-villes.

Fruit de ce succès, la nouvelle valeur de la part du fonds commun de placement Decaval, auquel ont souscrit quelque 16.000 salariés du groupe, est en hausse de 15,48 %, selon le blog de la CFTC Decathlon Logistique. Interrogé, le groupe n'a pas confirmé. ■

*par Antoine Boudet*



---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC  
LES TERRITOIRES, CONTRAT  
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

---

## Budget de la MEL: voici où iront les millions investis en 2017...

**P**AR PATRICK SEGHI metro@lavoixdunord.fr LILLE. Une lettre à la poste. Le vote du budget est par principe un exercice politique. Celui de Lille métropole européenne s'est limité, à de rares nuances, à un tressage de lauriers. Voté à l'unanimité moins l'abstention des élus frontistes. Reste la seule question qui vaille (puisque les bases d'imposition sont stables): où iront les 438M€ d'investissements en 2017? Voici les principaux. Développement économique (44M€): aménagement des sites de l'Union (8 M€), de la Lainière (5 M€),

d'Eurasanté (2 M€) et le soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur (6,6 M€). Mobilité (98 M€): lancement de la 1ère phase opérationnelle du contrôle d'accès dans le métro (5,5M€) et de la Liane 5 (5M€), la mise en œuvre d'un ambitieux plan vélo (5M€) (nos éditions précédentes). Espace public-voirie (83 M€): reprise de la voirie départementale (17 M€), poursuite des projets Champ de Mars (6 M€), et liaison Tourcoing-Wattrelos (3,5M€) Aménagement du territoire (57M€): achat de terrain pour Saint-Sauveur (9 M€), développement d'Euralille (7 M€),

aménagement du centre-ville de Villeneuve-d'Ascq (3,5 M€). Logement et politique de la ville (57 M€): aménagement des sites ANRU1 et début des sites ANRU2 (20 M€), aide à la construction de logement (19 M€). Rayonnement de la métropole (13M€): fonds de concours aux équipements sportifs et culturels (6,2 M€). Écologie urbaine (67 M€): investissement sur les réseaux d'assainissement (34 M€) et de distribution d'eau (15 M€). ■



---

---

VP2 - TRANSPORTS,  
INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORT...

---

---

## Passerelle: la destruction recommandée par les experts

Les résultats étaient attendus pour la première quinzaine de février. Ils sont arrivés la semaine dernière. Suite à l'annonce en 2014 de la volonté de la SNCF de démolir la passerelle entre la place Herment et la rue Pierre-Sémard, la Ville a souhaité se forger son propre avis, avec une première analyse, puis une seconde, plus poussée (béton, armatures...), démarrée l'avant-dernière semaine de décembre. La collectivité est donc en possession des conclusions de cette expertise menée par le cabinet Ginger. «Des conclusions qui ne feront pas plaisir à tout le monde, mais qui sont très étayées [...] sur des données professionnelles approfondies qui puissent être reconnues de tous, pour qu'il n'y ait pas de contestation possible», explique le maire Christian Crohem. À l'issue de la phase de terrain, puis des analyses en laboratoire, l'étude conclut que «la rampe d'accès côté gare présente de gros désordres sérieux, mais réparables. La passerelle en elle-même présente de nombreux problèmes, dont les plus importants se situent au niveau du tablier: fissurations, infiltrations avec créations de calcites et

éclats de béton avec calcites corrodées en intrados. [sous le dessous] Et des fissures sont apparues sur des clés de voûte des piliers.»

### Trois ans avant destruction

La cause de ces désordres serait à rechercher du côté d'une surcharge du tablier. Les traitements effectués sur ce dernier (revêtements), et notamment en 1989, auraient alourdi l'ensemble. Face à cela, «la réparation n'est pas qualifiée d'impossible, mais elle serait particulièrement hasardeuse tant au plan économique que technique. Les interventions nécessaires pouvant elles-mêmes créer de nouveaux désordres sur la construction», poursuit le maire. Et Francis Delacourt, adjoint au maire en charge de l'Urbanisme, de préciser: «C'était déjà la conclusion de l'étude précédente.» Finalement la préconisation de ce cabinet serait la destruction-reconstruction en gardant, éventuellement, les piles et culées, «mais il faudrait faire une étude géotechnique et réparer le cas échéant pour pouvoir reconstruire»,

poursuit l'édile. Avec les nombreuses inquiétudes des habitants et consciente des difficultés, la Ville conclut à «la nécessité d'intervenir sur la passerelle dans la perspective de sa démolition et de sa reconstruction», mais aussi «la nécessité à court terme de maintenir l'accès de la passerelle aux piétons et la nécessité, à moyen terme, de préserver le caractère structurant de l'axe». Enfin, le premier magistrat souligne «l'impossibilité pour la Ville d'assumer seule l'opération, tant sur le plan financier (5 millions d'euros) que sur le plan technique» et rappelle «la nécessité de comprendre pourquoi la structure s'est détériorée de manière anormale». La réflexion va être poursuivie avec la SNCF, les collectivités (Agglo, Département, Région, État), mais aussi la députée Marie-Françoise Bechtel. En sachant que le délai avant la destruction est normalement de trois ans, donc pas avant 2020. Mais en cas de danger, la préfecture pourrait prendre la décision de fermeture, avant. T.V. ■



## Chronologie

**E**n novembre 2014, lors d'une rencontre entre la municipalité et la SNCF Réseau, cette dernière évoque d'importantes dégradations qui affectent l'ouvrage, et donc une construction qui est menacée dans sa pérennité. SNCF Réseau envisage la démolition à l'horizon 2017-2020. Au printemps 2016, une étude visuelle

de la passerelle a été menée par la SNCF, pour constater son état général. La démolition est préconisée. Le collectif Touche pas à ma passerelle, devenu association, fait mener sa propre étude visuelle. Elle conclut à la «réparabilité» de l'ouvrage. En début d'année 2016, la Ville commande une première étude, contestée par

Touche pas à ma passerelle. Pour le collectif, l'entreprise mandatée travaille beaucoup pour la SNCF. En parallèle, la Ville a commandé une étude beaucoup plus approfondie de l'état de la structure (spectrométrie, pressiométrie...). ■



## L'ambassadeur de Grande-Bretagne en visite aujourd'hui à Calais

**C**ALAIS. -Il est reproché à la Grande-Bretagne de n'avoir pas respecté ses engagements en matière d'accueil de migrants mineurs. Ces reproches sont-ils justifiés? Edward Llewellyn: «Avant, pendant et après le démantèlement de la jungle, le Royaume-Uni et la France ont collaboré étroitement sur la question des mineurs isolés. Nous avons déployé 216 agents de notre ministère de l'Intérieur pour accompagner les mineurs vers les centres d'accueil et d'orientation. Pendant trois semaines, ils se sont entretenus avec tous les enfants qui avaient été transférés, partout en France. Depuis le 10 octobre dernier, nous avons transféré au Royaume-Uni plus de 750 mineurs non accompagnés.» -La Grande-Bretagne prévoit-elle de nouveaux investissements financiers pour la sécurisation des installations à Calais (port, Tunnel, éclairage de l'A16)? «En 2015-2016, le Royaume-Uni a investi 63 millions de livres pour sécuriser la frontière. Cette somme a aidé à financer la clôture et l'éclairage de l'A16, la formation d'agents de sécurité pour le site Eurotunnel, des maîtres-chiens et la mise en place de nouvelles technologies de détection. Cette somme a aussi financé des vols

conjointes de rapatriement vers l'Albanie ainsi qu'une partie du coût des centres d'accueil et d'orientation. Le 24 octobre 2016, le gouvernement britannique a annoncé qu'il contribuerait jusqu'à 36 millions de livres pour le maintien de la sécurité des postes de contrôle et pour aider au démantèlement de la jungle ce qui a impliqué des travaux supplémentaires pour la sécurité du port. Par exemple, les autorités du Royaume-Uni ont étroitement collaboré avec la préfecture, la Ville, le port et la compagnie ferroviaire pour inclure le transport par rail dans les travaux plus vastes qui sont en cours pour améliorer la sécurité du port. J'ai été vraiment content de voir que l'autoroute ferroviaire a rouvert la semaine dernière. C'est une bonne nouvelle pour Calais et encore un exemple de notre engagement dans la région.» -Jugez-vous que le démantèlement de la «jungle» de Calais a été efficace? Craignez-vous un retour des migrants à Calais? «Je voudrais féliciter les autorités françaises pour le succès du démantèlement. Cela a été une opération complexe et nous l'avons soutenue. Depuis l'évacuation, la sécurité s'est améliorée et le port a déjà fait état d'une

augmentation du volume des échanges. Le gouvernement français est bien conscient du risque de reconstitution de nouveaux campements dans la région et nos deux pays savent pertinemment que nous devons continuer à collaborer étroitement pour combattre les criminels sans scrupule qui organisent le trafic des êtres humains et nous avons pour objectif la fin des campements dans la région, en restant vigilants. Il y a une excellente coopération entre les polices britannique et française et les arrestations de passeurs que nous avons vues ces dernières semaines en sont un très bon exemple.» -Dans le cadre du Brexit, certains acteurs économiques et politiques calaisiens espèrent un retour du duty free au Tunnel, sur le ferry, dans le Calaisis. Cela vous paraît-il plausible? «Je suis ici aujourd'hui afin de voir par moi-même le type de projet que Calais doit mettre au point, qu'il s'agisse de l'économie, du patrimoine culturel ou du tourisme». PROPOS RECUEILLIS PAR B. M., A. DEL. ET O. P. Cette interview a été réalisée par mail. ■



---

VP4 - DÉVELOPPEMENT  
DURABLE, TRI, TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE...

---

## Une borne de recharge pour les véhicules électriques

**P**ETITE-FORÊT. Plusieurs actions concrètes sont déjà menées pour limiter les rejets de gaz à effet de serre, avec l'acquisition de deux véhicules électriques, d'un aspirateur de déchets et de sept vélos pour les déplacements du personnel entre les services.

### Amener les habitants à réfléchir

Avec la borne de recharge implantée sur la place Jules-Verne face à la bibliothèque Denis-Diderot, voilà un exemple en mode électrique qui va forcément amener les habitants à réfléchir. La municipalité veut clairement être moteur et pouvoir offrir à ses administrés de nouvelles façons de consommer. «Il ne faut pas attendre que les gens aient des voitures électriques pour lancer cette action», précise-t-on. La commune est consciente qu'avec l'arrivée de nou-

velles familles dans les lotissements en construction, il y aura besoin de ce type d'aménagement. Lors du dernier conseil municipal, une convention d'occupation du domaine public pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques et véhicules hybrides rechargeables a été approuvée.

### Gratuité de stationnement

Le conseil régional avait lancé en 2013 un appel à projets pour le développement de la mobilité électrique. Valenciennes Métropole a souhaité contribuer à ce projet, en adoptant un programme d'implantation de bornes de recharge. La convention signée entre la CAVM et la commune a pour but de promouvoir le développement de la mobilité électrique avec les objectifs suivants: implanter une borne de recharge pour véhicules

électriques sur le domaine public; être exemplaire sur son propre parc et inciter les acteurs publics du territoire à convertir leur flotte thermique; engager des réflexions interentreprises pour la mutualisation de pool de véhicules électriques. La mairie précise que «toutes les charges afférentes à la gestion, l'exploitation et la maintenance des biens affectés, de quelque nature qu'elles soient, sont à la charge de la CAVM, de même que tous les abonnements et dépenses de fluide, électricité, ou toutes autres fournitures éventuelles». Par contre, la ville s'engage à assurer la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques ou hybrides rechargeables, quels que soient les emplacements de stationnement, avec le dispositif de charge géré directement par la commune, pendant une durée minimale de deux ans. ■



---

---

**VP9 - FORMATION ET  
RELATIONS AVEC LES  
ENTREPRISES**

---

---

## Entreprendre et travailler en 2020: une journée pour comprendre

**P**AR HERVÉ VAUGHAN  
saintomer @lavoixdunord.fr  
AUDOMAROIS 1Le constat Il est dressé par Laurent Denis, maire d'Éperlecques et vice-président de la communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer (CAPSO) en charge du numérique. «Après l'obtention de leur baccalauréat, la majorité des Audomarois font leurs études à Lille. Ils ne reviennent pas, ensuite, pour s'installer ici pour vivre et travailler. Alors que nous avons sur le territoire de nombreuses formations post-bac (BTS, IUT, mais aussi les écoles de commerce et d'ingénieurs dans le giron de l'université du littoral).» 2Conséquences Toute cette main-d'œuvre

instruite et qualifiée fait donc cruellement défaut dans les entreprises locales. Pierre Zaplet, responsable de Mecalibre et Sameco, deux PME audomaroises, en dresse le constat: «Nous ne trouvons pas de salariés alors que nous avons des postes à proposer. Dans le même temps, des Audomarois partent travailler à Toulouse dans l'aéronautique». La CAPSO, l'université du littoral et le MEDEF veulent casser cette spirale. Pour montrer et démontrer que l'Audomarois a un avenir, notamment dans le numérique. «Surtout dans le cadre de la mutation économique de notre territoire et de l'aménagement éconumérique du pôle gare», insistent les promoteurs

du projet. «Nous voulons créer un cercle vertueux», selon l'expression de Jean Bétremieux, le Monsieur économie de la CAPSO. 3Qui est le public visé? Il est triple. D'abord les lycéens. Des invitations ont été lancées aux élèves de premières et de terminales des lycées de l'Audomarois et d'Hazebrouck. Mais ce n'est pas tout. «Les parents sont les bienvenus car nous savons qu'ils sont essentiels dans l'orientation de leurs enfants», indique Jean Bétremieux. Enfin, la troisième cible, ce sont les chefs d'entreprise ou les porteurs de projets «pour leur montrer que le territoire s'inscrit dans la quatrième révolution industrielle, l'industrie 4.0». ■



---

---

# VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

---

---

## Le stade couvert rouvre ses portes le 17 avril

C'est une grande nouvelle pour tous les Liévinois qui étaient dans les starting-blocks... et pour le premier édile, Laurent Duporge, qui se rappelle avoir vu au stade couvert ACDC en live en 1996, ou encore des records du monde - dont celui du perchiste Sergueï Bubka - tomber à la pelle. L'Arena stade couvert de Liévin, lieu de tant d'exploits, émotions sportives et culturelles, va rouvrir cette année. La date officielle: le 17 avril. Et certes, la programmation est pour l'instant «soft»: la Foire commerciale, ou encore le Salon du mariage en octobre. «Mais, dès que la commission de sécurité sera passée

fin mars, on espère compléter le programme de 2017. Et la fédération française d'athlétisme a confirmé le retour du meeting d'athlétisme de Liévin pour 2018!», relève Florence Bariseau, vice-présidente Jeunesse et sports à la Région Hauts-de-France. Un peu de patience donc, car il ne faut pas griller les étapes. «Si on prévoit des choses maintenant, et qu'on doit les annuler, on sera définitivement grillés», relève encore ce responsable. De plus, les dates des grands artistes de la chanson, par exemple, sont, en général, bouclées bien à l'avance. Alors, à part un stade ou une grande salle de concert qui

se désisterait, peu d'espoir de revoir Depeche Mode ou Patrick Bruel cette année... Autre élément non négligeable: alors qu'il était, avant sa fermeture il y a plus de quatre ans, une référence pour tout événement sportif ou culturel dans la région, depuis d'autres lieux tout aussi grandioses ont essaimé. On pense au «Grand Stade» de Lille, qui forcément, entre en concurrence. Même si, promis, l'assurent ses défenseurs, l'Arena revivra de grands moments à l'avenir. Damien Vranckx ■



## 3 kilomètres de fissures «colmatées»!

3 kilomètres de fissures «colmatées»! Si l'Arena stade couvert régional de Liévin, c'est, depuis son ouverture en 1986, des exploits sportifs à la pelle et des concerts mythiques, ce sont aussi des chiffres de travaux à donner le vertige. On commence par les 3 kms de fissures «sur lesquelles nous sommes intervenus», précise Rémi Battist, directeur de la construction-

réalisation pour la Région Hauts-de-France. Ces mêmes «fentes et délaminations de certaines poutres de la charpente» qui ont fait s'arracher les cheveux de plus d'un... Ensuite, le montant du budget de l'opération: 6,1 millions d'euros, dont 5,6 couverts par l'assureur dommages-ouvrage et 500000 euros par la Ville de Liévin. Enfin, parce qu'il faut aller de

l'avant, comme tout bon athlète. Rappelons que le stade couvert de Liévin, c'est tout de même 14 000 places et surtout une atmosphère comme nulle part ailleurs. Une «cuvette» qui donne des ailes, comme la boisson énergisante. ■



## Pourquoi Fleurbaix j'y cours atteindra les 4 000 coureurs le 5 mars

Par anne-charlotte pannier armentieres@lavoixdunord.fr  
Fleurbaix. 1Une course qui a fait ses preuves Fleurbaix j'y cours organisera le 5 mars la 32e édition de la course. Alors que l'an dernier elle avait dû stopper les inscriptions à 3 400 coureurs, avant la date initialement annoncée, les organisateurs espèrent atteindre cette fois les 4 000 participants. Ils se sont organisés pour et la campagne d'inscriptions commence plutôt bien. Normal, Fleurbaix j'y cours, c'est une course conviviale organisée par une association - qui se porte bien elle aussi puisqu'elle a gagné cinq adhérents cette année. Une course reconnue puisqu'elle dispose aujourd'hui encore du double label régional et national. Fleurbaix j'y cours, c'est la première course du Pas-de-Calais et la cinquième de la région en termes

d'affluence. 2La première de la saison Fleurbaix j'y cours ouvre la saison. Et cette année, bonne nouvelle pour les organisateurs, la course tombe une semaine après les championnats de France de cross. «Cela pourrait attirer de nouveaux coureurs», espère le président de Fleurbaix j'y cours, Éric Brunquet. D'autant que, il le sait, le nouveau parcours proposé l'an dernier et reconduit cette année plaît: «Il est plus varié, avec des passages plus fréquents dans le village et des chemins abrités du vent.» Bref, un beau parcours «plat et rapide» qui peut favoriser les perf'. Et cela dans deux catégories. Puisque Fleurbaix j'y cours propose un 10 km et un semi-marathon. 3Une course qui innove Depuis l'an dernier, Fleurbaix j'y cours propose des sas de départs comme sur les gros marathons. Le président est d'ailleurs surpris que

les autres courses du secteur n'y soient pas encore passées. «Cette année, les coureurs choisiront leur sas dans la salle via une pastille de couleur». L'idée, c'est d'éviter les bouchons. «Comme on a un système de puce au pied, les temps sont calculés de façon précise.» Les départs seront échelonnés toutes les trente secondes. Cette année, les coureurs pourront en plus bénéficier d'un échauffement de vingt minutes avant chaque course avec Orange bleu. Et côté animation, il y a aura de la musique sur le parcours avec l'orchestre des Ch'ti Bellos. Les toilettes sèches des précédentes éditions seront reconduites et même plus nombreuses. Inscriptions en ligne sur le site [www.fleurbaixjycours.fr](http://www.fleurbaixjycours.fr) jusqu'au 27 février 23h59. Fleurbaix j'y cours, le dimanche 5mars. ■



## Le label national menacé

**A** lors que le Jogging des fraises de Verlinghem vient de perdre le label national, Fleurbaix j'y cours le conserve cette année encore. Mais le président est lucide: «L'édition 2017 risque d'être la dernière avec le label national.» Pourquoi? À cause des perf. À Fleurbaix, l'association qui organise la course n'a pas le budget pour faire venir des coureurs nationaux, «même si nous sommes sol-

licités», explique le président. Du coup, même si les coureurs sont nombreux (3400 en 2016) et que les performances régionales sont plutôt bonnes, le label national ne sera vraisemblablement pas reconduit en 2018. Un changement qui aura des répercussions financières limitées selon le président de Fleurbaix j'y cours. «Ce label nous apporte 3000 € d'aides mais il nous coûte aussi 1 500

€.» Cette décision ne devrait donc pas pénaliser l'association. Fleurbaix j'y cours restera la première course du Pas-de-Calais et la cinquième plus grosse course de la région. Elle gardera aussi son label régional, et sa réputation de «course populaire et conviviale, ouverte à tous». A.-C.P. ■



---

## La sécurité en chiffres

45 le nombre de barrières installées pour sécuriser la course, soit le double de l'an dernier. 36 voitures serviront de barrages mobiles dans le cadre du plan Vigipirate. À certains croisements, il y aura jusqu'à quatre voitures mobilisées. 33 signaleurs, tous bénévoles, seront sur le parcours de la course. Contre 20 l'an dernier. 150 chasubles Fleurbaix organisations distribuées. ■



---

VP14 - RURALITÉ,  
DÉVELOPPEMENT DU  
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

---

## Migrants: la justice ordonne à la Ville de libérer l'accès au Secours catholique

**P**AR BRUNO MALLET  
calais@lavoixdunord.fr LILLE.  
La semaine dernière, le Secours catholique avait installé sur son terrain de la rue de Moscou deux bâtiments modulaires permettant aux exilés de Calais de prendre des douches. En désaccord avec cette initiative, la Ville de Calais s'est opposée à la livraison d'un troisième modulaire en disposant devant l'entrée du site une benne à ordures empêchant l'accès de véhicules de livraison (nos éditions précédentes). L'association a intenté une action en référé devant le tribunal administratif de Lille, demandant à ce dernier de faire suspendre l'arrêté municipal autorisant la pose de cette benne. Lionel Crussoé, l'avocat du Secours catholique, a expliqué que l'installation de douches répondait à une urgence sanitaire: «Qu'on le veuille ou non, des exilés arrivent encore à Calais. Ils sont épuisés, affamés, ne se sont pas lavés depuis des semaines. Les pouvoirs publics ne prévoient rien pour eux, ne pourvoient pas à leurs be-

soins élémentaires. Le Secours catholique a pris sur lui de faire en sorte que ces personnes bénéficient d'un minimum d'hygiène, un minimum de dignité.» Paul-Guillaume Balaÿ, l'avocat de la Ville, estime que cette présentation de la situation relève de la «caricature. On ne peut pas laisser dire que les pouvoirs publics ne font rien. L'accueil continue de se faire, mais ailleurs, à Saint-Omer pour les mineurs isolés, à Lille pour les demandeurs d'asile. L'objectif de l'État et de la municipalité est de ne laisser en aucun cas se rétablir des foyers de fixation, ce qui aboutirait inexorablement à recréer une situation que l'on ne veut plus voir à Calais depuis le démantèlement du camp de la lande.»

### HORS-SUJET

Ce débat, aussi récurrent que passionnant, était pourtant pleinement hors-sujet, selon la présidente Cécile Vrignon-Villalba. «Il n'est pas question pour moi de statuer sur le conflit

politique. La seule question à laquelle je dois répondre, c'est: la Ville de Calais peut-elle mettre en place une benne pour limiter l'accès aux locaux du Secours catholique?» Elle n'a pas tardé à répondre «non» à cette question, puisque sa décision a été publiée en fin d'après-midi, hier. Selon elle, «le maire de Calais a porté une atteinte grave et illégale au droit de propriété du Secours catholique», en détournant, sur la voie publique l'usage habituel d'une benne... «Puisque la Ville reproche au Secours catholique d'avoir contrevenu aux règles d'urbanisme, elle aurait dû utiliser l'arsenal mis à sa disposition par le code de l'urbanisme», a tranché Cécile Vrignon-Villalba. La Ville ne devrait pas tarder à lui donner satisfaction puisqu'elle prépare un arrêté interruptif des travaux, qui pourrait valoir aux deux parties de se retrouver bientôt à la barre du tribunal administratif. ■



## «Une autre procédure est en cours»

**D**idier Degrémont, président du Secours catholique du Pas-de-Calais: «L'ordonnance de la juge souligne l'extrême gravité de l'action de la maire de Calais, qui a détourné la loi pour nous empêcher de procéder à nos installations. Bien sûr, on s'attend maintenant à ce que la mairie conteste l'installation de douches. Mais aujourd'hui, une trentaine de personnes ont pu prendre une douche dans la plus grande quiétude, sans qu'il n'y ait de gêne, sans que l'ordre public ne soit troublé, et sans que nous soyons assaillis de centaines de migrants qui converge-

raient soudain à Calais parce qu'il y a des douches! Symboliquement la décision du tribunal est importante: la municipalité voulait empêcher des êtres humains de se laver, c'est horrible!» Emmanuel Agius, premier adjoint au maire de Calais: «Nous prenons acte de cette décision. Celle-ci ne concerne que la benne: c'est entendu, nous allons l'enlever. Une autre procédure est en cours pour contester l'installation des modulaires par le Secours catholique, qui a enfreint les règles d'urbanisme. Nous allons prendre un arrêté interruptif de travaux, et il y aura vraisemblablement une autre audience. Maintenant, sur le fond, on ne peut pas laisser une association se mettre en marge, comme ça, presque en free lance, d'un dispositif global mis en place par la Ville et par l'État, qui travaillent main dans la main sur ce sujet. Ouvrir des douches comme cela, c'est créer un appel d'air qui conduira à la création d'un nouveau point de fixation. Il existe ailleurs qu'à Calais des structures où les migrants peuvent être accueillis». ■



---

---

# CARNET

---

---

## Jean-Philippe Vennin a pris ses fonctions de nouveau sous-préfet

**B**oulogne-sur-Mer. C'est une tradition: la première sortie officielle du nouveau sous-préfet se déroule devant le Monument aux morts, lors d'un dépôt de gerbe. Hier après-midi, Jean-Philippe Vennin n'a pas dérogé à la règle en présence des personnalités qu'il va côtoyer dans les jours qui viennent. Jean-Philippe Vennin découvre pour la première fois la région. «Je suis heureux d'arriver dans un arrondissement maritime car la mer et le littoral sont une richesse incomparables et chaque territoire a sa spécificité» nous a-t-il déclaré peu de temps

après. Originaire de Nancy, cet homme de 52 ans a la particularité de porter le grade de colonel chez les sapeurs-pompiers, où il fait la majeure partie de sa carrière. Il a été formé à l'école nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, dont il était sorti major de promotion. De 2009 à 2011, il a commandé le service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle (SDIS 54). Il y a six ans, Jean-Philippe Vennin a obtenu un poste au ministère de l'Intérieur en tant que conseiller sécurité civile. Il était sous-directeur des ressources, des compétences et

de la doctrine d'emploi, à la direction des sapeurs-pompiers. Portera-t-il un regard particulier sur le dossier de future caserne de Boulogne? «C'est un dossier porté par les élus et qui ne relève pas de la compétence de l'Etat. Naturellement, je serais attentif mais comme sur tous les dossiers qui me seront présentés». Arrivé dimanche soir à Boulogne, Jean-Philippe Vennin a déjà consulté les fiches laissées par son prédécesseur, Philippe Dieudonné, nommé préfet hors cadre en décembre dernier. B. S. ■



---

---

# POLITIQUE RÉGIONALE

---

---

## René Dosière tire sa révérence

Lorsque la nouvelle est tombée hier à la mi-journée, le landerneau politique local, y croyait à peine. Député de la première circonscription depuis 25 ans, René Dosière a décidé de ne pas être candidat à sa succession, en juin prochain. «C'est une décision difficile de mettre un terme à l'histoire d'amour que j'ai vécue avec les habitants de la circonscription. Pendant 25 ans j'ai accompagné leurs joies et leurs peines, je suis resté conscient des problèmes que rencontrent nos concitoyens. Dans mon activité législative, je me suis efforcé de rester digne de la confiance que les électrices(teurs) m'ont accordée à cinq reprises. En combattant le gaspillage de l'argent public, j'ai agi pour plus de transparence, d'éthique, de justice dans la vie publique. J'espère que d'autres poursuivront ce travail. J'accomplirai mon mandat dans sa plénitude jusqu'à son terme, c'est-à-dire le 20 juin. Ensuite je continuerai à servir mon pays aussi longtemps que possible. Je remercie tous les militants de gauche qui m'ont accompagné en particulier les membres du Cœur à gauche.» Quelques lignes qui résumement mais n'explique pas une telle décision. Élu et réélu depuis 25 ans, René Dosière pouvait peut-être espérer une victoire supplémentaire. René Dosière soutiendra un ou une candidat(e) qui incarnera le renouveau, en dehors des appareils politiques «Un combat électoral n'est jamais acquis d'avance, et mon retrait est une décision réfléchie. Ce n'est pas lié ni au résultat de la primaire à gauche, ni au retrait de François Hollande de la course à l'élection présidentielle. Et puis il vaut mieux partir sur une victoire que sur une défaite.» Puis es-

quissant la suite et un éventuel dauphin, le parlementaire dit vouloir miser sur le renouveau. «Il n'y a pas de candidat type, mais il devra jouer la carte du renouveau, de la jeunesse. Nous avons aujourd'hui trop d'apparatchiks que ce soit à gauche ou à droite, des gens qui ne savent pas ce qu'est la vraie vie, car ils n'ont jamais réellement travaillé.» Rocardien dans l'âme, il aura son mot à dire sur le candidat qui pourrait suivre ses traces, et ce, même si Fawaz Karimet (divers gauche) fait figure d'outsider. «M. Karimet n'est pas un homme de gauche. Dès qu'il devait s'opposer à quelqu'un c'était moi. Il a toujours refusé d'affronter le maire de droite qui est à la mairie. Il a toujours fait le jeu de la droite. La politique c'est certes des convictions, mais c'est aussi de l'action, et M. Karimet ne me semble pas très actif.» Fawaz Karimet balayé d'un revers de manche, qui sera donc le ou la candidat(e) de René Dosière? «Les législatives auront lieu en juin. Dès lors, il n'y a pas besoin de se presser pour partir en campagne, comme d'autres le font. Il faut rester humble et modeste, d'autant que la Présidentielle influencera la tenue des législatives.» Quant à savoir si le député attend un soutien du PS local pour son futur poulain, il n'oublie pas qu'il avait égratigné la section locale sur l'organisation de la primaire. «Localement le PS est faible. Mon association le Cœur à gauche regroupe plus d'adhérents que la section PS laonnaise. Mais au niveau national le mouvement existe toujours. Chacun sait aussi que depuis 2007 je suis candidat sans le soutien du PS, sauf en 2012 lors du second tour. Cela ne m'a pas mal réussi au final», sourit-il. Pour ce qui est du partage du terrain

politique local, il ne compte pas laisser sa place si rapidement. «Je poursuivrai mon action aussi longtemps que possible. Je servirai mon pays jusqu'à mon dernier souffle. Je le ferai autrement que par le biais de mon mandat de parlementaire. Je resterai vigilant, notamment avec le Front national qui est le parti le plus dangereux. Il ne faut pas sous-estimer son impact sur les électeurs. Chacun doit bien être conscient que nous avons changé d'époque. L'Europe est aujourd'hui coincée entre Trump et Poutine. Les Français ont malgré tout, une conscience politique, je compte sur leur bon sens.» Et maintenant? Mis à part le soutien qu'il va apporter à l'une ou l'autre, la vie trépidante de Monsieur Propre de la République ne va-t-elle pas lui manquer? «Je suis député jusqu'au 20 juin, ensuite j'ai plusieurs idées de livres. Et puis je vais avoir le titre, un peu pompeux, de député honoraire, j'aurais donc toujours accès au Parlement, notamment à la bibliothèque de l'Assemblée nationale.» Le député laonnaise va d'ailleurs sortir un nouveau livre dans quelques jours. Son titre: Argent, morale et politique avec une préface de Jean-Louis Debry. Une sortie qui ne pouvait pas tomber mieux, que dans l'actualité actuelle. «Ce n'est pas volontaire, puisque j'ai commencé l'écriture l'été dernier. La dernière touche a été mise en décembre. Nous étions encore loin de l'affaire Fillon.» Le bon usage de l'argent public, l'écriture et un regard sur la politique locale, c'est ce qui attend René Dosière lorsqu'il aura raccroché son écharpe. Samuel Pargneaux ■

---

Parution : Quotidienne

Diffusion : 81 657 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2015/  
2016

Audience : 376 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2015/  
2016



Tous droits réservés L'Union 2017

3B5139997540BF0000CA0533840D11E828D9A716E875389C99E3CEB

## Il y a Macron et les autres

P our l'heure, à un peu moins de 60 jours du 1er tour de la Présidence, René Dosière sait pour qui il ne votera pas. Par contre, il attend encore pour se prononcer sur son favori. En bon professeur qu'il était, il distribue malgré tout les bons et les mauvais points. À ce petit jeu c'est Emmanuel Macron qui en sort vainqueur. «Il est sympathique. Il a quitté le privé pour la fonction publique en acceptant de diviser par dix sa rémunération. Ce n'est pas habituel. Ensuite, lorsqu'il a fait le choix de quitter la fonction publique il a remboursé l'État. C'est quelqu'un de rassurant sur son rapport à l'argent. De plus, il a pris ses distances avec le gouvernement mais ne le critique pas. Il est

cohérent. C'est aussi un vrai défenseur de l'Europe. Il a pas mal de bons points, maintenant, il faut laisser faire la campagne. Il ne me déplaît pas.» Tout le contraire avec Benoît Hamon, qu'il juge ne pas faire partie de la majorité présidentielle. «Je ne peux pas soutenir Benoît Hamon. Alors que je soutenais la majorité présidentielle, lui et ses amis allaient contre. Par cohérence, ce n'est pas possible de le suivre.» Évoquant la candidature du pseudo-Laonnois Olivier Régis, époux de Marie Soller, René Dosière sourit et lance, «restons sérieux, occupons-nous des candidats sérieux.» Pour ce qui est de la droite et de l'extrême droite, il rappelle que Marine Le Pen cumule trois

procédures judiciaires en cours. «Celle sur sa déclaration de patrimoine qui a été jugée insincère, une autre sur le financement des assistants parlementaires au parlement européen, et il y a des dirigeants de son parti appelé Jeanne qui sont renvoyés en correctionnel. Le FN c'est un clan, dont le but est d'appauvrir, les gens qui auront voté pour eux. Quant à la droite, si elle gagne, chacun verra à quoi ressemble l'austérité, et les regrets arriveront trop tard. Les Français pourront alors dire, Ah! Que la gauche était belle, quand elle était au pouvoir...» ■



---

---

# POLITIQUE NATIONALE

---

---

## Hamon s'attaque à la dure tâche du rassemblement

Le vainqueur de la primaire socialiste espère obtenir rapidement le retrait du candidat écologiste, Yannick Jadot, pour mettre sous pression Jean-Luc Mélenchon.

Depuis sa victoire à la primaire socialiste il y a deux semaines, Benoît Hamon s'est lancé dans la difficile entreprise du rassemblement de la gauche. A savoir tenter une candidature unique, si possible sous son nom, pour être présent au second tour de la présidentielle. S'orientant d'abord vers la gauche, le candidat socialiste a tendu une perche en direction de Yannick Jadot, le candidat écologiste choisi à l'issue d'une primaire ouverte en octobre dernier. Les équipes des deux candidats se sont rencontrées longuement dimanche et le courant semble être passé. Yannick Jadot a qualifié la rencontre de « très constructive et très positive ». Même tonalité du côté des soutiens de Benoît Hamon.

Sur le fond, beaucoup les rapproche, que ce soit sur la sortie du nucléaire ou l'instauration de la VIe République. « On part sur des positions de départ très proches », confirme David Cormand, secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts (EELV). Consultés cette semaine, les votants à la primaire d'EELV devront approuver ces discussions, comme ils seraient amenés à valider un éventuel

retrait de Yannick Jadot de la course à l'Élysée en faveur de Benoît Hamon.

Mais compte tenu de la faiblesse de Yannick Jadot dans les sondages - il est crédité de 1 à 2 % des voix -, ce n'est pas son ralliement qui changera la donne pour Benoît Hamon. S'il veut aller au bout de sa démarche de rassemblement, le candidat socialiste devra aussi convaincre Jean-Luc Mélenchon, ou, à défaut, ses électeurs.

Benoît Hamon entend profiter d'un accord rapide avec Yannick Jadot pour surtout adresser un message aux électeurs de Jean-Luc Mélenchon. « Si un accord avec le candidat EELV est obtenu rapidement, cela le mettra dans une position difficile, car la dynamique sera de notre côté. Jean-Luc Mélenchon apparaîtra comme le candidat ne réunissant qu'un noyau dur d'électeurs », note un député proche de Benoît Hamon.

### Mélenchon pas décidé à se retirer

Engagé dans la course à l'Élysée depuis un an exactement, le candidat de La France insoumise n'est pas du

tout décidé à se retirer. Jean-Luc Mélenchon a construit sa candidature contre le PS, dénonçant avec vigueur le bilan du quinquennat. Pas question pour lui de se rallier à un candidat socialiste qui, pour commencer, tente déjà de réunir le PS en allant jusqu'aux hollandais et aux vallsistes.

Tout en se déclarant « prêt » à un dialogue avec Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon a dénoncé les postures du candidat socialiste. « Nous ne sommes pas en train de faire le congrès du PS, je comprends que Benoît Hamon le fasse. Il essaie de rassembler sa famille politique avec des choux et des carottes, en additionnant tout ce qu'il veut. [...] Mais nous, ce n'est pas notre sujet », a déclaré Jean-Luc Mélenchon dimanche à la télévision. Dans un entretien à « La Provence », il a aussi affirmé ne pas vouloir échanger des « bouts de programme contre des sièges aux législatives ». ■

*par Grégoire Poussielgue*



FRANCE

## Aubry vit la présidentielle par procuration

La maire de Lille, ex-mentor de Benoît Hamon, a installé ses proches au cœur de la campagne

Le fantôme du quinquennat revient hanter la scène politique. Toujours en convalescence à Lille, après une opération du dos, Martine Aubry n'a pas assisté à l'inauguration du QG de campagne de Benoît Hamon, le samedi 11 février. Mais son ombre planait sur l'ancien atelier industriel, vaste espace de verre et d'acier, planté au cœur du Xe arrondissement de Paris, quartier à la fois populaire et bobo.

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle dévoilait le même jour une partie de son équipe de campagne, ouverte à la société civile et aux autres sensibilités du PS, constituée avec le souci de rassembler sans se renier. Si des proches de François Hollande et des candidats à la primaire (Vincent Peillon, Arnaud Montebourg et même Manuel Valls) ont intégré l'organigramme, les fidèles de Martine Aubry y occupent les postes stratégiques.

Ainsi, l'ex-bras droit de la maire de Lille, le député des Hauts-de-Seine Jean-Marc Germain, a été nommé co-directeur de campagne, aux côtés du jeune député de Seine-Saint-Denis Mathieu Hanotin, à la manœuvre pendant la primaire. Quant au fidèle compagnon de route de Martine Aubry, François Lamy, qui avait dirigé sa campagne pendant la primaire de 2011, il a hérité des relations avec le PS et les autres partis de gauche. Un poste clé, alors que Benoît Hamon doit impérativement rassembler la gauche s'il veut avoir une chance d'accéder au second tour de l'élection

présidentielle.

Dans ses grandes lignes, l'équipe qui entoure le député des Yvelines pour sa conquête de l'Elysée s'inspire de celle qui entourait la maire de Lille quand elle a pris la direction du PS en 2008, à l'issue du congrès de Reims. Certains occupent d'ailleurs les mêmes fonctions qu'à l'époque, comme le député de la Loire Régis Juanico, qui vient d'être nommé mandataire financier après avoir été le trésorier du PS de 2008 à 2012.

" Une victoire par procuration "

En outre, plusieurs dispositifs annoncés sont des répliques de structures jadis mises en place par la maire de Lille, comme le " carrefour des gauches ", le pôle dont hérite M. Lamy, mais aussi le " forum des idées ", réunissant experts et intellectuels, copie du " laboratoire des idées " imaginé en 2009 par l'ex-première secrétaire du PS et confié alors au député (futur frondeur) Christian Paul. " Ça fait vingt ans que Martine pense que la politique doit faire appel à la société civile, mêler des intellectuels, des syndicalistes, des penseurs... ", explique Jean-Marc Germain, qui assume cette " influence " tout en réfutant toute mise sous tutelle.

Plutôt discrète depuis la renonciation de François Hollande, le 1er décembre, la maire de Lille a apporté un soutien clair à Benoît Hamon dès le lendemain du premier tour, le 23 janvier. Pendant la campagne, elle avait savamment distillé des compliments à l'endroit de son ancien protégé, qui a travaillé à son cabinet au

ministère de l'emploi en 1997 et qu'elle a nommé porte-parole du PS en 2008. Au congrès de Reims, qui avait précédé, M. Hamon – fort de ses 18 % – avait appelé à voter pour Mme Aubry. Trois ans plus tard, le député des Yvelines ne s'était pas présenté à la primaire de 2011 pour ne pas gêner son ex-mentor. " Ils ont toujours eu un lien fort, même si c'est un lien compliqué, observe un élu socialiste. Benoît est un peu le fils qu'elle n'a jamais eu. Dans cette campagne, il est clairement coraqué par "Maman". "

Pour la perdante de la primaire de 2011, qui n'a eu de cesse de critiquer le quinquennat et la ligne du gouvernement, la victoire de Benoît Hamon, tenant de l'aile gauche du parti et élu à la primaire sur une ligne de rupture avec l'exécutif, est une " victoire par procuration ", admet le député Christian Paul, qui rejette toutefois toute " thèse du complot ". " Pour Aubry, cette campagne est une revanche sur 2011, un juste retour des choses. Tout revient dans son giron ", résume un proche du chef de l'Etat.

La maire de Lille, qui intégrera le " conseil politique " de la campagne, pourrait s'impliquer aux côtés du candidat quand elle sera sur pied. " Elle viendra quand elle pourra ", confirme M. Germain.

**Solenn de Royer ■**

par Solenn De Royer

---

Parution : Quotidienne

Diffusion : 264 559 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD PV 2015/  
2016

Audience : 2 313 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2015/  
2016



Tous droits réservés Le Monde 2017

365B99F47550160F20850413090AF1AA2019D611184E3EE3E59DF97

---

FRANCE

---

## Le candidat du PS dévoile son équipe

Investi il y a une semaine, Benoît Hamon a présenté, samedi 11 février, son équipe, dont sept porte-parole. Parmi eux, deux proches de François Hollande, la sénatrice Frédérique Espagnac et le député Sébastien Denaja, et deux soutiens d'Arnaud Montebourg, l'ex-ministre Aurélie Filippetti et le frondeur Jérôme Guedj. Le sé-

nateur Luc Carvounas, proche de Manuel Valls, hérite de l'animation d'un " conseil parlementaire ", tandis que son collègue David Assouline, soutien de Vincent Peillon, sera en charge de la " riposte ". Le candidat a aussi annoncé un " forum des idées ", composé de personnalités comme l'économiste Thomas Piketty, la so-

ciologue Dominique Méda ou l'économiste Julia Cagé. Ce forum sera animé par la philosophe Sandra Laugier, proche du mouvement Nuit debout. M. Hamon doit dévoiler avant la fin de la semaine son " conseil politique " et ses conseillers thématiques. ■

